

1. Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 35 13 – Procédures de projet propres aux exigences en matière de sécurité du Service correctionnel Canada (SCC).

1.2 RÉFÉRENCES

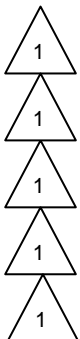
- .1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE).
 - .1 DORS/2008, Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers et de produits apparentés.
 - .2 CCME PN 1327-2008, Code de recommandations techniques pour la protection de l'environnement applicable aux systèmes de stockage hors-sol et souterrains de produits pétroliers et de produits apparentés.
- .2 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.
 - .1 CSA-B139-09, Code d'installation des appareils de combustion au mazout.
- .3 Santé Canada - Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .4 Code national de prévention des incendies du Canada (CNPIC 2010).
- .5 Code national du bâtiment du Canada (2010).
- .6 Loi sur le bâtiment
 - .1 Code de construction (2007).

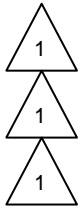
1.3 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Le projet comprend les travaux suivants. L'énumération ci-dessous n'est pas nécessairement complète et n'enlève en rien l'obligation de l'entrepreneur d'achever l'intégralité du projet selon les règles de l'art, les intentions et principes généraux, tel que décrit plus loin dans ce devis et aux dessins.

Poste de distribution

- 1. Remplacer les deux puits collecteurs.
- 2. Refaire toute la dalle au-dessus des deux réservoirs.
- 3. Changer la sonde interstitielle du réservoir de diesel par une nouvelle sonde identique compatible avec Veeder-Root.
- 4. Équilibrer le niveau de saumure dans les deux réservoirs.
- 5. Changer la lampe de l'alarme extérieure de surremplissage.
- 6. Poser une affiche bilingue identifiant l'alarme extérieure de surremplissage.
- 7. Changer le parement du haut (*top facing*) des distributrices avec des pièces d'origine Gasboy.





8. Gratter le revêtement des îlots et les repeindre en noir avec un enduit anti-corrosion.
9. Gratter le revêtement des bollards et les repeindre en jaune sécurité avec un enduit anti-corrosion. Apposer ensuite sur chaque bollard deux bandes réfléchissantes.
10. Refaire le filage et les conduits électriques souterrains entre le poste de distribution et l'atelier.

Centrale thermique

1. Démanteler la dalle au-dessus du puits d'accès du réservoir souterrain.
2. Retirer des conduits tertiaires les tuyauteries souterraines en polyéthylène.
3. Colmater de façon étanche, avec du béton, les trous laissés béants en s'assurant préalablement d'apposer un liant à béton sur la paroi interne du trou.
4. Ficher dans les conduits tertiaires existants une nouvelle tuyauterie d'alimentation et de retour, en polyéthylène double paroi.
5. Installer une nouvelle boîte de transition où se raccordera la nouvelle tuyauterie souterraine à une nouvelle tuyauterie hors sol en acier.
6. Installer au niveau du rez-de-chaussée une nouvelle tuyauterie hors sol entre l'ensemble de pompage et la nouvelle boîte de transition extérieure.
7. Remplacer les valves sur l'ensemble de pompage intérieur.
8. Réparer le débitmètre à l'intérieur.
9. Refaire le puits collecteur du réservoir souterrain.
10. Refaire des dalles au niveau des boîtes de service.
11. Ajouter une sonde de détection dans la nouvelle boîte de transition et raccorder à la console TLS existante.
12. Peindre toute la tuyauterie intérieure, existante et nouvelle, et l'identifier adéquatement.

1.4 VISITE DES LIEUX PAR LES SOUMISSIONNAIRES

- .1 Pour raison de sécurité, à l'intérieur du pénitencier la visite des lieux se fera à heure fixe, à un moment déterminé aux documents d'appel d'offres. Le rendez-vous aura lieu à l'entrée principale de l'institution concernée.
- .2 Procéder à l'examen des lieux et des conditions particulières qui pourraient affecter les travaux. La remise d'une soumission implique une confirmation de la part du soumissionnaire qu'il en accepte les conditions.

1.5 CONTRÔLE DE SÉCURITÉ

- .1 Tous les travailleurs seront obligés de se soumettre à une vérification de sécurité afin d'être accrédités d'un niveau de sécurité tel que requis par le Service correctionnel du Canada.
- .2 La section 01 35 13 décrit les procédures détaillées de l'enquête sécuritaire.
- .3 Au début des travaux, une assemblée spéciale de chantier sera tenue en présence des représentants de l'établissement pour définir les consignes de sécurité et du travail de chantier en milieu carcéral.

1.6 CODES

- .1 Exécuter les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada et à tous autres codes fédéraux/provinciaux ou locaux qui s'appliquent. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.
- .2 Exécuter les travaux de manière à satisfaire à toutes les exigences :
 1. des documents contractuels;
 2. des normes et codes spécifiés ainsi que des autres documents cités en référence.

1.7 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 dessins contractuels;
 - .2 devis;
 - .3 addenda;
 - .4 dessins d'atelier révisés;
 - .5 ordres de modification;
 - .6 autres avenants aux contrats;
 - .7 rapports des essais effectués sur place;
 - .8 calendrier approuvé des travaux;
 - .9 instructions de pose et de mise en œuvre fournies par les fabricants.

1.8 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Entreprendre la planification des travaux immédiatement après avoir reçu l'avis d'acceptation de votre offre. Les travaux faisant l'objet du présent document, incluant les corrections aux défauts de construction, doivent être complétés à l'intérieur de l'échéancier spécifié à ce document.
- .2 Dans les 10 jours ouvrables suivant l'attribution du marché, soumettre le calendrier des travaux indiquant l'avancement des diverses étapes du projet et la date d'achèvement des travaux, lesquels devront être terminés dans les 5 semaines suite à l'octroi du contrat.
- .3 Dans les 10 jours ouvrables suivant l'attribution du marché, soumettre les dessins d'atelier, les fiches techniques, les échantillons et les formulaires d'enquête de sécurité pour approbation.
- .4 La séquence des travaux se définit comme suit :
 - .1 Rencontre de démarrage et soumission du calendrier, des dessins d'ateliers, des fiches techniques, des échantillons et des formulaires d'enquête de sécurité pour approbation;
 - .2 Approbation des documents soumis;
 - .3 Début des travaux;
 - .4 Fin des travaux;
 - .5 Soumettre les manuels d'exploitation et d'entretien pour approbation;
 - .6 Acceptation provisoire;
 - .7 Formation du personnel d'entretien et d'opération;
 - .8 Correction des déficiences;
 - .9 Acceptation finale.
- .5 Dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du marché, l'entrepreneur devra fournir, sous une forme jugée acceptable par le chargé de projet, un calendrier des travaux indiquant :

Les étapes correspondant aux activités ci-après :

- .1 Attribution du contrat;

- .2 Dessins d'atelier;
- .3 Mobilisation;
- .4 Excavation;
- .5 Remblayage;
- .6 Tuyauterie, pompes, réservoirs, etc.;
- .7 Essais et mise en service;
- .8 Matériels fournis dont le délai de livraison est long;
- .9 Dates de livraison;
- .10 Formation.

- .6 Mettre le calendrier d'exécution à jour une (1) fois par semaine, de manière à ce qu'il reflète les modifications aux activités, l'achèvement des activités ainsi que les activités en cours d'exécution.

1.9 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 Pendant la construction, l'établissement doit être maintenu en activité complète; à cet effet, le représentant ministériel ou le responsable de la sécurité de l'établissement pourra demander à l'entrepreneur de cesser sur le champ, temporairement, l'exécution d'un ouvrage, de manière à ne pas compromettre les activités de l'établissement.
- .2 Utilisation des lieux; accès limité à l'enceinte de chantier. Les travaux et ouvrages identifiés à être exécutés en dehors de l'enceinte du chantier, doivent être exécutés par une équipe accompagnée d'une escorte fournie par le représentant ministériel, voir section 01 35 13.
- .3 Exécuter les travaux en dérangeant le moins possible les occupants et en assurant, dans la mesure du possible, une utilisation normale des locaux. S'entendre avec le représentant ministériel pour faciliter l'exécution des travaux.
- .4 Maintenir les services existants dans les bâtiments.
- .5 Aucun véhicule ou engin de chantier mobile ne peut être laissé à l'intérieur de l'établissement en dehors des heures de travail. Les véhicules de chantier doivent être remisés (entreposés) dans le stationnement devant la poterne (entrée principale). Se référer à la section 01 35 13.

1.10 AMBIANCE BRUYANTE ET TÉLÉPHONE CELLULAIRE

- .1 Aucun appareil radio ou « tonitruant » n'est permis sur le chantier, voir section 01 35 13.
- .2 L'usage ou le port d'un téléphone cellulaire est interdit à l'intérieur des limites de l'établissement, voir section 01 35 13.

1.11 STATIONNEMENT SUR LE CHANTIER

- .1 L'entrepreneur doit se limiter aux aires de stationnement autorisées par le directeur de l'établissement.

1.12 RÉUNIONS DE CHANTIER

- .1 Tenir des réunions de chantier aux heures et aux endroits approuvés par le représentant ministériel.
- .2 Aviser tous les participants de la tenue d'une réunion de chantier.
- .3 L'ingénieur organisera des réunions de chantier, en fixera la date et l'heure, et se chargera de préparer et de distribuer les comptes rendus.

1.13 EMPLACEMENT DES APPAREILS ET DES ÉQUIPEMENTS DIVERS

- .1 L'emplacement des appareils et équipements divers ainsi que des prises de courant indiqué dans les dessins ou le devis doit être considéré comme approximatif.
- .2 Installer les appareils et équipements ainsi que les éléments des réseaux de distribution de manière à limiter les encombrements et à conserver le plus de surface utile possible, et ce, conformément aux recommandations du fabricant quant à la sécurité, à l'accès et à l'entretien.
- .3 Informer le chargé de projet de la proximité de la date d'installation et demander son approbation quant à l'emplacement désigné.
- .4 Lorsque le chargé de projet le demande, soumettre des plans de repérage indiquant la position relative des divers équipements et réseaux.

1.14 PERCEMENT ET SCELLEMENT

- .1 Obtenir l'approbation du représentant ministériel avant de couper ou de percer un élément porteur, ou d'y insérer un manchon.
- .2 Exécuter les travaux de perçement et de scellement nécessaires pour que les ouvrages qui doivent être raccordés ou liés à d'autres le soient avec précision et sans jeu.
- .3 Faire les percements de manière que les rives soient propres, droites et lisses.
- .4 Lorsque l'adjonction d'un nouvel ouvrage entraîne des modifications à un ouvrage existant, exécuter les travaux de perçement, de scellement et autres réparations nécessaires pour remettre l'ouvrage existant dans son état antérieur.

1.15 RÉSEAUX EXISTANTS

- .1 Lorsque les travaux effectués nécessitent le raccordement à des réseaux existants, exécuter ces travaux aux heures fixées par les autorités compétentes, en gênant le moins possible la circulation des piétons et des véhicules.
- .2 Soumettre au représentant ministériel le calendrier des travaux et obtenir son approbation au moins 48 heures à l'avance quant à toute coupure ou interruption des réseaux ou services existants. Faire les coupures selon le calendrier approuvé et en avertir au préalable les personnes touchées.
- .3 S'il arrivait que des installations non repérées soient découvertes au cours des travaux, en aviser immédiatement le représentant ministériel et lui faire parvenir un rapport écrit sur les constatations.
- .4 Enlever toutes les canalisations de service abandonnées qui se trouvent dans un rayon de 2 m des ouvrages. Obturer les canalisations aux endroits où elles ont été coupées au moyen d'un bouchon ou de tout autre dispositif étanche, selon les directives du représentant ministériel.
- .5 Tenir un registre de l'emplacement des canalisations qui sont maintenues en service, détournées ou abandonnées.

1.16 MODIFICATIONS, RAJOUTS OU RÉFECTIONS À DES BÂTIMENTS EXISTANTS

- .1 Exécuter les travaux en dérangeant le moins possible les occupants et le public et en assurant, dans la mesure du possible, une utilisation normale des locaux. S'entendre avec le représentant ministériel pour faciliter l'exécution des travaux.

- .2 En aucun moment, les mesures de sécurité ne doivent être réduites en raison des travaux faisant l'objet du marché, prendre les moyens nécessaires pour assurer toute la sécurité requise.
- .3 Lorsqu'il y a dans le bâtiment des ascenseurs, des monte-charges, des convoyeurs ou des escaliers mécaniques, n'utiliser, pour déplacer du personnel et du matériel à l'intérieur d'un bâtiment, que ceux qui ont été réservés à l'usage de l'entrepreneur.

Avant d'utiliser les ascenseurs, protéger les parois des cabines conformément aux instructions du représentant ministériel. Assumer la responsabilité relative aux dommages, à l'utilisation en toute sécurité de l'équipement et à la surcharge du matériel existant.

- .4 Lorsque des travaux ont lieu dans un endroit occupé, fournir et installer toute protection nécessaire au mobilier, aux équipements et aux finis, poser des écrans pare-poussière, des cloisons et des écriteaux de mise en garde temporaires et nettoyer à la fin de chaque soir d'ouvrage.

1.17 DESSINS SUPPLÉMENTAIRES

- .1 L'ingénieur peut fournir à l'entrepreneur des dessins supplémentaires aux fins de clarification. Ces dessins supplémentaires auront la même signification et la même portée que s'ils faisaient partie des documents contractuels.

1.18 VESTIGES ET ANTIQUITÉS

- .1 Protéger les vestiges, antiquités et autres éléments présentant un intérêt historique ou scientifique, tels les pierres angulaires et leur contenu, les plaques commémoratives et autres objets portant des inscriptions trouvées lors des travaux.
- .2 Aviser immédiatement le représentant ministériel et attendre ses directives écrites avant de poursuivre les travaux à cet endroit.
- .3 Les vestiges, antiquités et autres objets présentant un intérêt historique ou scientifique deviennent la propriété de la Couronne.

1.19 RESTRICTIONS RELATIVES À L'USAGE DU TABAC

- .1 Se conformer aux restrictions qui s'appliquent à l'usage du tabac sur la propriété de la Couronne.
 - les dessins d'atelier approuvés;
 - les manuels d'entretien et d'opération;
 - les dessins « tel que construit ».

1.20 FORMATION DU PERSONNEL

- .1 L'entrepreneur devra prévoir deux (2) périodes de formation :
 - une pour les responsables de l'entretien des systèmes et nouvelles installations;
 - une pour les utilisateurs du système.

1.21 MANUEL D'EXPLOITATION

- .1 L'entrepreneur devra fournir, pour approbation, trois (3) copies d'un manuel d'exploitation comprenant les items suivants :
- une table des matières;
 - la liste des fournisseurs et leurs coordonnées;
 - les lettres de garantie;
 - une pour les responsables de l'entretien des systèmes et nouvelles installations;
 - une pour les utilisateurs du système.

FIN DE SECTION